



## Héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya (1991-1996)

 **Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA\***

\* Chef de Travaux à l'UPN/Kinshasa – RD Congo

---

### Résumé

*L'article examine l'héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa, durant la période 1991-1996. Cette époque correspond à un moment critique dans l'histoire de la République Démocratique du Congo, marqué par une transition politique fragile, des tensions sociales, et un changement dans la configuration du pouvoir. L'analyse se concentre sur l'engagement de Monsengwo dans les négociations politiques, notamment dans le cadre de la conférence nationale souveraine, où il a joué un rôle de médiateur et de défenseur des droits de l'homme. L'article explore également son influence dans le processus de démocratisation et ses efforts pour instaurer une gouvernance plus juste, tout en faisant face à la résistance des autorités politiques en place. L'héritage politique de Monsengwo est évalué à travers ses actions de pacification, de réconciliation et de son engagement en faveur de la justice sociale et politique. L'étude de cette période de 1991 à 1996 permet de mieux comprendre les défis auxquels faisait face le pays et la place de l'Église catholique dans les dynamiques politiques de l'époque.*

**Mots-clés :** Héritage politique - Transition politique en RDC- Conférence Nationale Souveraine- Gouvernance et démocratisation

### Abstract

*This article examines the political legacy of Monsignor Laurent Monsengwo Pasinya, Archbishop of Kinshasa, during the period from 1991 to 1996. This time frame marks a critical moment in the history of the Democratic Republic of Congo, characterized by a fragile political transition, social tensions, and changes in the power structure. The analysis focuses on Monsengwo's involvement in political negotiations, particularly within the framework of the Sovereign National Conference, where he played a key role as a mediator and advocate for human rights. The article also explores his influence in the democratization process and his efforts to establish fair governance, while facing resistance from the political authorities in power. Monsengwo's political legacy is evaluated through his actions of peacebuilding, reconciliation, and his commitment to social and political justice. Study in this period from 1991 to 1996 provides a better understanding of the challenges the country faced and the role of the Catholic Church in the political dynamics of the time.*

**Keywords:** Political legacy - Political transition in DRC - Sovereign National Conference - Governance and democratization

## Introduction

La décennie 1990 fut une période marquée par des changements tectoniques dans le paysage politique mondial et africain. L'effondrement du bloc soviétique, la réunification allemande et l'implosion de l'URSS témoignent des profondes mutations géopolitiques qui redéfiniront l'ordre mondial. En Afrique, la fin des régimes dictateurs et l'avènement de processus démocratiques dans plusieurs pays indiquaient une rupture avec les pratiques politiques autoritaires qui avaient dominé le continent depuis l'indépendance. L'Afrique se trouvait ainsi à un tournant décisif, comme le constate Kapita Motomonua, qui affirme que « L'Afrique est aux abois car l'histoire lui tourne la page » (Iwele, 2007, p. 46). Cette transition s'accompagne d'une crise de légitimité des régimes dictatoriaux qui, au-delà des mutations mondiales, se trouve renforcée par l'appel populaire à la démocratisation. Le Zaïre, sous le régime de Mobutu Sese Seko, ne sera pas épargné par cette dynamique.

Le 24 avril 1990, le président Mobutu annonça un discours historique dans lequel il déclara la prise du congé du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR), le parti-État qui régissait le Zaïre, et la mise en place d'un processus de démocratisation. Ce changement symbolisait un tournant majeur dans l'histoire du pays, mais aussi dans le cadre politique global de l'Afrique des années 1990. Le régime mobutiste, après plusieurs décennies de dictature et de monopartisme, s'engageait dans une transition incertaine, sous pression tant interne qu'internationale. Au-delà des réformes annoncées, c'est une nouvelle gouvernance qui semblait s'esquisser, portée par de nouveaux acteurs politiques.

Au cœur de cette dynamique, Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa, s'imposa comme une figure clé, non seulement de la réconciliation nationale, mais également de la nouvelle vision politique qui émergeait. Personnalité morale et politique respectée, il incarne un idéal de l'unité nationale, de justice sociale et de pacification. Désigné par la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en 1991, il représenta un espoir pour une population exaspérée par des années de dictature, une transition fragile et une crise économique profonde. Sa présence à la tête de la médiation nationale annonçait la possibilité d'un changement profond dans les relations politiques, aussi bien entre les autorités zaïroises que la société civile, qu'entre le pays et ses partenaires internationaux. Cependant, malgré les espoirs qu'il suscitait, l'issue de son engagement politique, après une période de trois ans, fut marquée par une désillusion. Loin de réaliser la vision d'une gouvernance démocratique et inclusive qu'il avait incarnée, Mgr Monsengwo se retrouva écarté par les forces politiques en présence, dont une grande partie de la classe politique zaïroise, peu disposée à céder aux exigences démocratiques et réformatrices.

Dès lors, se pose la question de l'héritage politique de Mgr Laurent Monsengwo dans cette période de transition. Était-il l'homme qu'il fallait pour mener à bien cette tâche monumentale, face à des résistances internes et à une pression internationale croissante ? Quel rôle son action a-t-elle joué dans les tentatives de démocratisation du Zaïre, et

quels ont été les mécanismes sociaux politiques qui ont déterminé l'échec apparent de ses initiatives ? L'environnement socio-politique du Zaïre, dominé par une classe politique hétérogène, des puissances internationales en jeu et des fragilités internes, était-il favorable à une telle transition démocratique ou les facteurs structurels étaient-ils trop puissants pour qu'une véritable gouvernance nouvelle puisse émerger ?

Cet article se propose d'explorer ces questions en profondeur, en analysant l'action politique de Mgr Laurent Monsengwo entre 1991 et 1996, en mettant en lumière les principaux enjeux auxquels il a fait face et en évaluant les facteurs qui ont façonné son héritage politique. L'objectif est de mieux comprendre le rôle de l'Église catholique et des leaders religieux dans les dynamiques politiques du Zaïre durant cette période charnière, et de réévaluer l'impact de leurs interventions dans le processus de démocratisation du pays. Nous chercherons également à déceler les tensions internes et externes qui ont contribué à son retrait de la scène politique après 1993, questionnant ainsi l'efficacité et la viabilité de la gouvernance proposée par Mgr Monsengwo dans un environnement politique en mutation rapide.

## Méthodologie

Cette étude repose sur une méthodologie qualitative, alliant une analyse historique, politique et sociologique. Afin de mieux saisir les enjeux complexes de la période, nous avons opté pour une approche multidimensionnelle qui se base sur plusieurs types de sources primaires et secondaires.

Les **sources primaires** incluent principalement les discours de Mgr Laurent Monsengwo, notamment ses interventions à la Conférence Nationale Souveraine, ainsi que ses messages pastoraux et prises de position sur des questions politiques et sociales cruciales. Nous utiliserons également des archives nationales et internationales, ainsi que des documents des Nations Unies et de l'Église catholique, afin d'analyser la manière dont ses actions ont été perçues tant sur le plan national qu'international. De plus, les rapports internes à la Conférence Nationale Souveraine, ainsi que les écrits de certains de ses contemporains, fourniront un éclairage supplémentaire sur son rôle dans le processus de démocratisation.

Les **sources secondaires** englobent des ouvrages historiques et des analyses politiques consacrées à l'histoire contemporaine du Zaïre, particulièrement pendant la période de transition démocratique (1990-1996). Les recherches sur l'histoire politique du Zaïre, ainsi que les études sur les processus de transition démocratique en Afrique centrale, serviront de cadre théorique pour interpréter l'action de Mgr Monsengwo. Nous nous appuierons également sur des analyses des rapports de presse de l'époque, aussi bien locales qu'internationales, afin de saisir l'opinion publique et les dynamiques politiques à l'œuvre. Enfin, l'**approche méthodologique** choisie implique également une analyse comparative avec d'autres figures religieuses ayant joué un rôle politique en Afrique dans les années 1990, notamment en République démocratique du Congo, mais aussi au Rwanda et au Burundi. Ce croisement d'informations permettra d'étudier les spécificités du cas zaïrois tout en s'inscrivant dans une réflexion plus large sur le rôle de l'Église dans les transitions politiques africaines.

Ainsi, cette étude ambitionne de contribuer à une meilleure compréhension de l'héritage politique de Mgr Laurent Monsengwo, en éclairant les facteurs internes et externes qui ont conditionné sa réussite et ses échecs. Elle s'inscrit également dans la réflexion sur les défis et les obstacles auxquels ont été confrontées les initiatives de démocratisation en Afrique à la fin du XXe siècle, dans un contexte de tensions géopolitiques et de résistances internes.

### **Parcours vital de Mgr Laurent Monsengwo**

Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, né le 7 octobre 1939 à Mongobele, dans la province de Mai-Ndombe, en République démocratique du Congo (RDC), incarne l'un des parcours les plus marquants et complexes de l'histoire contemporaine du pays. Sa vie, marquée par un profond engagement spirituel, intellectuel et politique, témoigne de la convergence de plusieurs sphères essentielles de la société congolaise, à savoir la foi, la culture, la politique et la gouvernance. La trajectoire de Mgr Monsengwo s'étend sur plusieurs décennies et illustre l'évolution d'un homme d'église profondément impliqué dans les grandes transformations de son pays, tout en incarnant une voix de moralité et de réconciliation.

Fils d'un père originaire du peuple Sakata, Mgr Laurent Monsengwo a grandi dans un environnement où les valeurs communautaires et spirituelles étaient profondément ancrées. Le nom "Monsengwo", qui dérive du préfixe « Unshe » ou « Monshe », signifiant « jeune garçon », et de « Ngwo », signifiant « vassal » dans le contexte féodal sakata, reflète la dimension culturelle et sociale de son appartenance à une communauté. Ce nom, empreint de significations liées à la jeunesse et à la soumission, pourrait symboliser à la fois son rôle d'humilité et de servitude au service de Dieu et de la société, tout en incarnant l'autorité morale qu'il exerça par la suite.

En tant que théologien, Mgr Monsengwo obtient un doctorat en Écritures saintes, ce qui témoigne de la profondeur de sa pensée et de sa formation académique. Son expertise dans le domaine religieux ne s'arrête pas à l'étude théologique, mais s'étend également à une œuvre intellectuelle plus large, avec la publication d'une vingtaine d'ouvrages et plusieurs articles dans des revues spécialisées. Parmi ces publications, son article « La démocratisation au Zaïre et ses protagonistes » publié dans la revue *Zaïre-Afrique* (1993) constitue une réflexion cruciale sur les enjeux politiques du pays pendant la période de transition. En tant qu'auteur et penseur, Mgr Monsengwo se distingue par sa capacité à articuler la foi chrétienne avec les réalités sociopolitiques du Zaïre de l'époque, plaidant pour une démocratie chrétienne respectueuse de la dignité humaine et de l'éthique sociale.

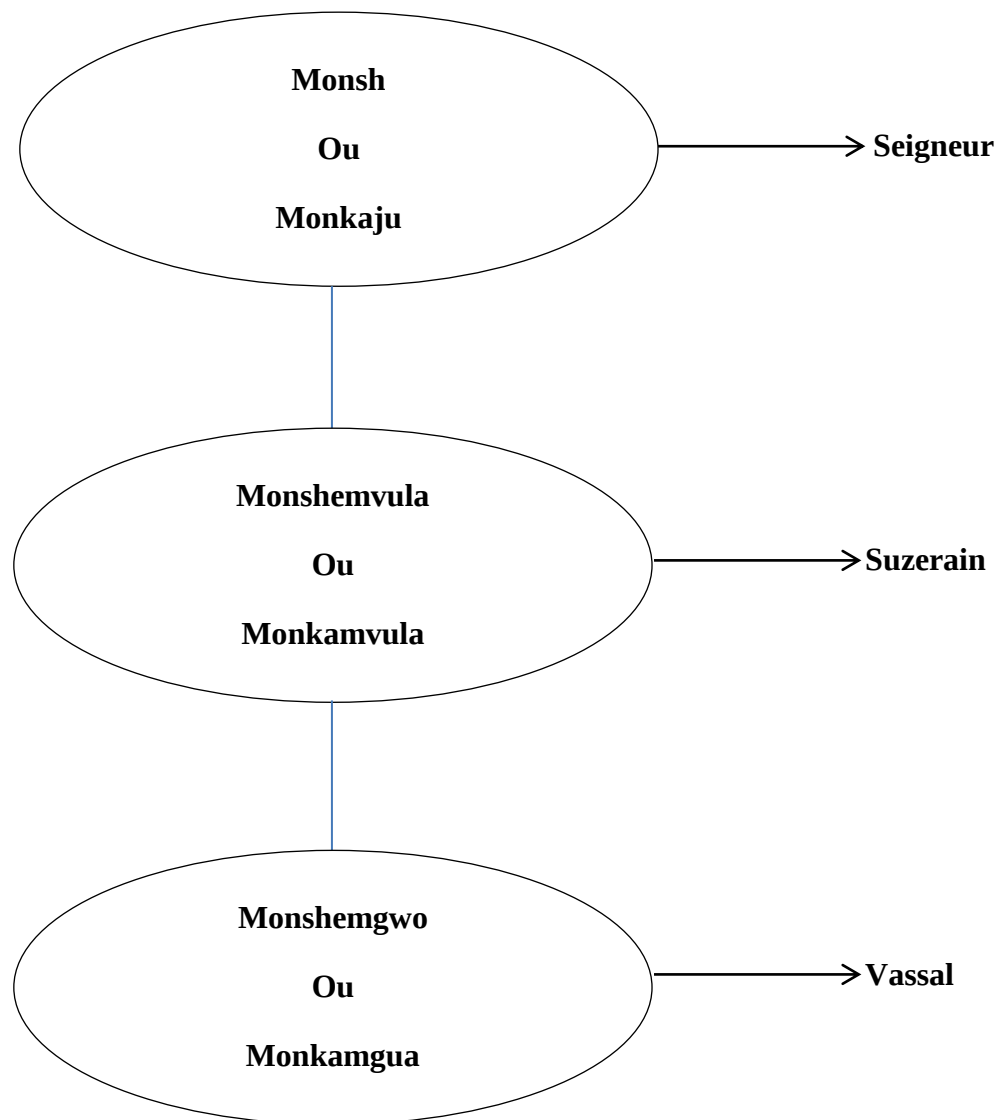
Il ne faut pas non plus sous-estimer son rôle dans le domaine politique et de la gouvernance. Dans le contexte chaotique des années 1990, où le Zaïre s'engageait dans une transition démocratique après plus de trois décennies de dictature sous Mobutu Sese Seko, Mgr Monsengwo émerge comme un leader incontesté. En 1991, il est élu président du Bureau provisoire de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), une assemblée clé qui se consacrait à la redéfinition du système politique et institutionnel du pays. Son rôle au sein de cette conférence, ainsi que sa présidence du Haut Conseil de la République (HCR) et du Parlement de transition (HCR/PT), met en lumière son

influence dans les débats sur la gouvernance du pays et sur le rétablissement de l'État de droit.

Au-delà de ses activités religieuses et politiques, Mgr Monsengwo se distingue également par ses talents musicaux. En effet, en tant que musicologue et musicien chrétien, il conçoit la musique comme un langage universel, transcendant les mots et reliant l'humanité dans une communion spirituelle. Il exprime cette dimension dans sa citation : « ...c'est une expression de communion avec l'humanité passée, présente et à venir à travers le langage qui commence là où s'arrête la parole » (Iwele, 2007, p. 44). Cette vision de la musique comme une forme d'expression de la foi et de l'unité humaine se reflète dans sa propre expérience en tant que pasteur, enseignant et acteur de la société.

Mgr Laurent Monsengwo a ainsi marqué son époque non seulement par son rôle de médiateur et de penseur, mais aussi par son engagement à servir le bien commun, en prônant la réconciliation, la paix et la démocratie. Son parcours, alliant études théologiques, responsabilités ecclésiastiques, engagements politiques et contributions culturelles, demeure un modèle d'intégrité et de détermination dans l'histoire du Zaïre et de la République Démocratique du Congo.

Loin d'être un simple observateur, Mgr Monsengwo se positionne au cœur des grandes mutations politiques et sociales du pays, mais aussi dans le cadre plus global des luttes de l'Église catholique pour participer activement aux processus de démocratisation en Afrique. Sa carrière exemplaire, marquée par un sens de la justice et un appel à la responsabilité collective, lui confère une place particulière dans l'histoire politique de la RDC.



**Schéma n° I : Pyramide cheffale Sakata**

Source : informations recueillies auprès de Nkâ Nese Ngolefi, Kinshasa le 1/10/2023.

Ce schéma explique la pyramide cheffale chez les Sakata. Lorsqu'il s'agit de « Monshe », on fait allusion au masculin tandis que « Monka », illustre le féminin. De par ses origines, le Prêlat est issu de la famille cheffale, éprouvant le goût de la prêtrise, il s'improvisait prêtre en famille et au quartier, il dira lui-même : « ...une inculturation fort prématurée...les pagnes de ma mère servaient de chasuble ».(Iwele,1995,p.24).

## Prélat et direction de la Conférence Nationale Souveraine

La Conférence Nationale Souveraine (CNS) s'est ouverte le 7 août 1991 sous la direction du Premier ministre Mulumba Lukoji, conformément aux ordonnances 91/020 et 91/021 du 10 juillet 1991 (Nda Yaband, 1991,p.3). Après les travaux préparatoires, le bureau provisoire dirigé par KalonjiMutambayi, doyen d'âge, avait été mis en place rencontra des difficultés majeures dans la gestion du forum, notamment en raison de l'impréparation des travaux, des diktats du pouvoir en place, des difficultés de communication verbale, ainsi que du manque d'autorité et de charisme de ses dirigeants. En conséquence, le bureau Kalonji démissionna en septembre 1991. En quête d'une alternative, les forces du changement ont sélectionné l'éthique, la morale et la probité intellectuelle comme critères pour désigner le futur président du bureau provisoire de la CNS.

Selon l'article de Monsalyaka Duku, « Qui sauvera la CNS ? », le 12 et 13 septembre 1991, l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et la Société Civile ont pris contact avec Mgr Monsengwo au Centre Interdiocésain et ont adressé une demande formelle au Saint-Père pour soutenir sa candidature à la présidence du bureau provisoire de la CNS (Monsa, I, p.51). Godé Iwele précise, en rapport avec d'autres confessions religieuses, que « pour présider la CNS, toutes les parties s'accorderaient pour confier cette tâche à Mgr Monsengwo » (Iwele, G, p.143).

Le pouvoir en place chercha empêché Mgr Monsengwo, alors à Kisangani, de rejoindre Kinshasa avant le 12 décembre 1991, date des élections. Cependant, l'opposition réussit à contrer cette manœuvre. Le scrutin, présidé par le ministre de l'Intérieur Mandungu Bula Nyati et retransmis en direct par l'Office Zaïrois de Radiodiffusion et Télévision (OZRT), aboutit à la victoire de Mgr Monsengwo, qui obtint 65 % des voix contre Kanku. En réaction à cette victoire, Mgr Monsengwo déclara : « Je m'y attendais » (Mgr Monsengwo, OZRT, 13/12/1991).

Sous sa direction, le bureau a mis en place deux commissions chargées de l'ordre du jour et du règlement intérieur. Cependant, les travaux furent suspendus par le gouvernement Nguz sans explication plausible. Le journal *Nsemo* analysa cette situation en soulignant que « Nguz a peur du renversement des institutions » (Lungu Bavi, *Nsemo*, 20-27/1/1992). Mgr Monsengwo, fidèle à sa diplomatie active, sollicita la réouverture des assises auprès des hautes autorités du pays. Cette réouverture fut rendue possible après la signature des accords d'Iyonda, le 5 avril 1992, à Mbandaka. Les travaux reprirent le 18 mai 1992 avec l'adoption de l'acte conférant la souveraineté au forum, qui stipulait des « décisions impératives, exécutoires et opposables à tous » (CNS, Acte, 18/5/1992).

Malgré la situation difficile, Mgr Monsengwo mena la Conférence avec charisme et compétence. Son travail diplomatique l'amena à visiter plusieurs capitales occidentales pour expliquer les missions de la CNS. En juillet, les 23 commissions mises en place devaient présenter leurs conclusions, et parmi les plus notables figuraient celles sur l'éthique, l'éducation, la socioculturelle, la défense, et les biens mal acquis. Toutefois, la situation économique et diplomatique du pays se dégrada, précipitant l'élection du Premier ministre de transition et la mise en place de la charte de transition, accompagnées du projet de la constitution de la troisième République.

### **Apostolat politique du Prélat**

« Il n'y a pas de politique sans diplomatie, il n'y a pas de diplomatie sans aptitudes au dialogue. Le contraire, c'est soit la dictature, soit la manque de sens politique » (Iwele, G, p.188). Convaincu de la nécessité de transition démocratique, les forces vives réunies en Conférence ont désigné Mgr Monsengwo à la tête du Haut Conseil de la République (HCR), l'organe législatif de la transition. Le Prélat accepta cette charge de manière exceptionnelle et provisoire, comme il le souligna le 6 décembre 1992 à Kinshasa (Mgr Monsengwo, Kinshasa, 6/12/1992).

Cependant, le HCR fut confronté à des obstacles considérables, notamment les appétits politiques du président Mobutu, qui souhaitait maintenir son pouvoir absolu. Le HCR ne fonctionna pas de manière optimale, et la situation politique se détériora avec des tensions internes à l'opposition et une population de plus en plus appauvrie. Le Prélat tenta d'apaiser les tensions par la diplomatie, en multipliant les rencontres avec des représentants étrangers, mais les résultats restèrent limités. Le dédoublement des institutions et la division croissante au sein de l'opposition radicale compliquèrent encore la transition politique.

Face à cette impasse, Mgr Monsengwo initia le conclave politique au palais de la nation, ce qui aboutit à l'élection de Birindwa comme Premier ministre. Cependant, malgré ces efforts pour sortir de la crise, la situation restait instable. Les concertations politiques sous la supervision des Nations Unies, telles que celles du palais de Marbre, ne réussirent pas à résoudre la crise. Le professeur Elikia M'Bokolo souligna que « le Prélat protégerait les intérêts de Rome, son maître qui ne cesse de lui assurer la guidance » (M'Bokolo, E, p.75). Ce rôle médiateur complexe fut critiqué par certains comme un jeu d'intérêts politiques, ce qui contribua à sa marginalisation.

### **Prélat et le HCR/PT**

Lors des concertations politiques au Palais de Marbre, le HCR-PT adopta un acte constitutionnel en avril 1993, dans le but d'assurer une transition pacifique. Toutefois, la désignation du Premier ministre de transition se heurta à des tensions internes à l'opposition. Plusieurs acteurs se disputèrent le poste, notamment Nguz, Lunda et Kengo. Le Prélat, depuis Bruxelles, exprima son souhait de voir le HCR-PT fonctionner selon les normes établies. Lorsque Kengo fut élu Premier ministre, l'opposition radicale protesta, estimant que le Prélat avait joué un rôle de médiateur trop favorable au pouvoir en place.

### **Problématique de l'Isolement Politique de Mgr Monsengwo**

Tout au long de la CNS, l'opposition radicale avait été proche des idées de Mgr Monsengwo. Cependant, les membres des Forces Politiques du Conclave, estimant que le Prélat soutenait trop les positions de l'opposition, l'ont progressivement perçu comme un obstacle. Mobutu réussit à déséquilibrer la situation en limogeant Tshisekedi, Premier ministre élu, et en attirant des membres de l'opposition dans son camp. Après l'élection de Léon Kengo, l'opposition radicale considéra la présence de Mgr Monsengwo à la tête du HCR comme une trahison.

Les tensions culminèrent en avril 1995, lorsque les deux familles politiques désavouèrent le Prélat, accusé d'être à la fois trop proche du pouvoir en place et d'avoir trahi les

intérêts de l'opposition radicale. Cette situation s'acheva par la démission de Mgr Monsengwo de la présidence du HCR-PT le 7 janvier 1996, marquant ainsi un tournant dans sa carrière politique.

## Conclusion

L'héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya, de 1991 à 1996, s'inscrit dans une dynamique complexe où se croisent le pragmatisme et la quête de la vérité, le dialogue et la résistance. Le Prélat a su incarner une figure d'intégrité morale et d'engagement politique exceptionnel. Son sens aigu de la responsabilité, sa volonté d'œuvrer pour le bien commun et son esprit de dialogue ont marqué son passage à la tête de l'Église catholique en République Démocratique du Congo. Cependant, au-delà de son rôle de médiateur, qui lui conférait une aura de sagesse et de diplomatie, il faut aussi souligner la pression des jeux d'influence internationaux, notamment la politique du Vatican et des puissances euro-américaines.

Son implication dans la politique congolaise, surtout dans le cadre des tournées internationales et ses liens étroits avec le Saint-Siège, n'ont pas été sans ambiguïté. Ces interactions, souvent teintées d'une forme de diplomatie complexe, ont contribué à nuancer son héritage, l'amenant parfois à se retrouver pris dans des enjeux géopolitiques plus larges, loin des réalités quotidiennes du peuple congolais. Toutefois, le message qu'il a laissé derrière lui, dans ses interventions publiques et ses écrits, demeure celui de la recherche du consensus et du dépassement des clivages politiques pour privilégier la réconciliation nationale.

En dépit de ses efforts pour instaurer une démocratie véritable, la réalité du carriérisme politique et des luttes de pouvoir, telles que décrites par le Prélat lui-même, ont entravé les avancées escomptées. Comme il l'a si bien formulé : « Tout apparaît comme si, au sommet de la pyramide, les détenteurs du pouvoir faisaient fi des populations qui sont victimes de leurs luttes » (Monsengwo, L, p. 76). Cette réflexion souligne le déséquilibre entre les aspirations du peuple et les manœuvres politiques des élites, un aspect tragique qui a largement influencé l'héritage politique de Monsengwo.

Ainsi, l'héritage qu'il laisse est ambivalent : un héritage d'espoir et de bonnes intentions, mais aussi un héritage marqué par la déception face à la lenteur du changement et la prééminence des intérêts personnels et internationaux. En définitive, l'héritage politique de Mgr Laurent Monsengwo Pasinya entre dans l'histoire comme un symbole de l'engagement moral dans un contexte de luttes politiques acharnées, mais également comme un rappel poignant de la nécessité de transcender les querelles de pouvoir pour construire une nation véritablement démocratique, juste et respectueuse des aspirations populaires.

## Références

- Mobutu Sese Seko, in discours, New-York, 4/10/1973.  
Kapita Motomomua, 1993 ; Vie et société au Zaïre, Kinshasa, éd. Babiso.  
Mobutu Sese Seko, in discours, Kinshasa, 24/11/1990.  
Monsengwo, L, 1993 ; « *La démocratisation au Zaïre et ses protagonistes* », in Zaïre-Afrique, n°33, mai, pp.275-285.

- Iwele, G, *Mgr Laurent Monsengwo 1995 : acteur et témoin de l'histoire*, Bruxelles, Duculot.
- Nda Yaband, 1991 ; « *Halte aux forces du mal* » in Référence Plus, Kinshasa.
- Monsa, I, 1991 ; « *Qui sauvera la CNS* » in Elima, n°1033, Kinshasa, 14/9, pp.6-8.
- M'Bokolo, E., 1993 ; « *Les enjeux démocratiques au Zaïre* » in conférence, Kinshasa, 9/11.

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <b>01. Pratiques compromettantes sur l'utilisation des smartphones comparablement aux téléphones GSM</b><br><br><i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i>                                                                                                                                                                                    | <b>1 – 17</b>   |
| <b>02. Principes de base de mise en réseaux, d'architectures de conception et des méthodes de sécurité des infrastructures réseaux d'entreprises</b><br><br><i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i>                                                                                                                                        | <b>19 – 34</b>  |
| <b>03. Apport du contrôle fiscal dans l'amélioration des recettes publiques à la Direction Générale des Impôts</b><br><br><i>Alain TENDAY LUPUMBA</i>                                                                                                                                                                             | <b>35 – 46</b>  |
| <b>04. Mobilisation des recettes non fiscales par la DGRAD Nord-Kivu dans un contexte de conflit armé : Performance et Prévision par l'approche de Box et Jenkins</b><br><br><i>Timothée MUTIA KWABO et César BARAKA NYAMUROHA</i>                                                                                                | <b>47 – 71</b>  |
| <b>05. Regard sur la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à la direction générale des douanes et accises (DGDA)</b><br><br><i>Promis NZEYIMO KIALA</i>                                                                                                                                            | <b>73 – 80</b>  |
| <b>06. Evaluation du niveau de confiance des agents de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCPT) vis-à-vis de leur délégation syndicale</b><br><br><i>Richard-Dieubéni DIANTETE MIEKUNTUALA, Pierre FUTILA KOLELE, Césus KAPENDE KABONGO, Esperance MBUYI MUKALA, Serge KOLOMANI KUSENDA, Lyly NGALULA MUSUBE</i> | <b>81 – 96</b>  |
| <b>07. Regard sur les leçons à tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine : sous la gestion de Faustin Archange TOUADERA, de 2016 à 2024.</b><br><br><i>GBIASSANGO Marcelin Marlon</i>                                                                                                                       | <b>97 – 114</b> |
| <b>08. Ethique politique et société civile : quelle dynamique interactionnelle pour le développement de la RdC ?</b><br><br><i>Emmanuel KALAMBA MIKEMU</i>                                                                                                                                                                        | <b>115 –128</b> |

|                                                                                                                                                                                                                             |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 09. Numérisation face aux mœurs africaines                                                                                                                                                                                  | 129 –140  |
| <i>Junior MWABILA KALAMBO et Ivon SUEDE MUTUALE</i>                                                                                                                                                                         |           |
| 10. Héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya (1991-1996)                                                                                                                                                 | 141 –150  |
| <i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>                                                                                                                                                                                       |           |
| 11. Compliment et blâme : Multifonctionnalité et complémentarité de deux actes de langage expressifs                                                                                                                        | 151 –163  |
| <i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>                                                                                                                                                                                             |           |
| 12. De l'orientation du compliment et du blâme dans l'acte énonciatif en français (décembre 2024)                                                                                                                           | 165 –180  |
| <i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>                                                                                                                                                                                             |           |
| 13. La prééminence de l'Église catholique sous le Président Mobutu : compromis ou affrontement ?                                                                                                                            | 181 –192  |
| <i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>                                                                                                                                                                                       |           |
| 14. Evaluation de différentes doses du bioinsecticides naturels à base de <i>Tetradenia riparia</i> L. sur la protection des grains de maïs ( <i>Zea mays</i> L.) en stockage contre <i>Sitophilus zeamais</i> Mostchulsky. | 193 –203  |
| <i>NDJU ESSAHO Pene DJOLO James Hilaire;<br/>KAMUINA KAMUINA Célestin, MUTOMBO MUTOMBO<br/>Vincent, KALALA TSHIMBELA Emmanuel</i>                                                                                           |           |
| 15. Système de prise en charge sanitaire de MPOX dans les milieux ruraux congolais, Etude menée dans la zone de sante Rural de Kilunda à Kimpangi                                                                           | 205 –210  |
| <i>André MUNYANEZA MUKULA, Joseph KAJABIKA CHIZA<br/>et Pierre NYANGI WABENGAKULA</i>                                                                                                                                       |           |
| 16. Transport et commercialisation du bois d'œuvre exploité dans la périphérie à Kenge (RD Congo)                                                                                                                           | 211 –225  |
| <i>Joseph ZENGA KUBUISA-MBUNDU, Jean-Claude MASHINI<br/>DHI-MBITA, Alphonse MATAND TWILENG et René MPURU MAZEMBEBIAS</i>                                                                                                    |           |
| 17. Etude de l'Efficiencie de la Production de la Pomme de terre dans les Hautes Terres du Territoire de Masisi au Nord-Kivu                                                                                                | 227 - 248 |
| <i>Viateur MUJOGO KANYAMUHANDA, Antoine MUMBA DJAMBA<br/>et GAKURU SEMACUMU Jean-Baptiste</i>                                                                                                                               |           |

- 18. Droit de suffrage universel et démocratie  
En République démocratique du Congo** **249 - 265**  
*Robert OSUBI KIWUTSI*
- 19. Focalisation et topicalisation en mosange,  
langue bantou de la Saw-Moeko. C31C' ndolo** **267 - 280**  
*Richard ZELENGE SOMO*
- 20. Analyse des pratiques d'enseignement des littératures  
dans les classes de français des écoles secondaires  
de la ville de Bandundu : Etat des lieux et perspectives  
didactiques** **281 - 289**  
*Albert BASELE KITOKO*